

Des associations de solidarité internationale démontrent les méfaits du lobbying des multinationales auprès de l'Union européenne

jeudi 19 octobre 2006, par [Seattle to Brussels Network](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2006).

Hier 17 octobre à Bruxelles, Place Flagey, les ONG regroupées dans le réseau « Seattle to Brussels »* ont participé à l'action « Stop l'Europe du business » : il s'agit de demander à l'Union européenne d'arrêter de mener des politiques exclusivement conduites par et pour les intérêts du business. A Flagey, se tient en effet le congrès annuel « Pourquoi les entreprises s'intéressent à l'Europe ? » de la confédération européenne des entreprises (UNICE), où participent non moins de six euro-commissaires.

Choisissant de frapper les esprits par une mise en scène volontairement spectaculaire, l'action prenait place au moment où les participants au congrès s'inscrivaient et entraient dans le bâtiment de la réunion de l'Unice.

Cette action souligne les relations trop étroites et inappropriées de la Commission européenne et du lobby des grandes entreprises internationales

Pour Edouard Morena de Food and Water Watch, organisation membre du réseau « Seattle to Brussels », les représentants des multinationales sont une nouvelle fois rassurés par les commissaires : l'Europe fera tout ce qu'elle peut pour servir leurs intérêts... sans prendre en considération les gens, le social ou l'environnement.

Selon Amélie Canonne d'AITEC, la Commission européenne dit qu'elle veut éviter que des groupes particuliers obtiennent un accès privilégié mais dans la réalité, les intérêts du business ont une influence excessive sur de très nombreux dossiers européens, ce qui peut avoir des effets dévastateurs pour le développement et la protection de l'environnement.

Pour Frédéric Viale d'Attac France, l'Union européenne poursuit la logique néo-libérale, formalisée en 2000 par l'Agenda de Lisbonne, lorsqu'elle publie un plan « pour la compétitivité externe ». Celui-ci présente la recherche de la compétitivité comme l'alpha et l'oméga du développement, de la croissance et de l'emploi. « Au nom de la sacro-sainte compétitivité (dont il faudrait qu'elle soit la plus forte du monde en 2015), sont programmées des politiques internes de destruction du modèle social européen, et une politique agressivement libérale dans la recherche d'accords commerciaux à tout prix, sacrifiant toute perspective de solidarité internationale et de développement en faveur des pays du Sud ».

Lundi, le réseau « Seattle to Brussels » lançait son nouveau rapport : « Corporate Power over EU Trade Policy : Good for Business, Bad for the World »**, qui détaille par des exemples spécifiques comment les lobbyistes des entreprises sont en train de gagner une influence excessive sur les politiques européennes et les conséquences directes sur le modèle européen. En mars 2005, le Président de la commission, Barroso, n'a-t-il pas réduit la Stratégie de Lisbonne à une stratégie de

« croissance et jobs », dessinée sur mesure pour réduire les coûts des entreprises sans objectifs sociaux et environnementaux concrets ? Les activités du lobby multinational n'ont-elles pas eu pour résultats de mettre sous pression les Pays en développement dans le cadre des négociations multilatérales à l'OMC, les forçant à ouvrir leurs marchés, ce qui a des conséquences néfastes au niveau de la justice sociale, de l'environnement ou de la promotion des droits fondamentaux ? Le processus pour produire une législation européenne sur les produits chimiques (directive REACH) n'a-t-il pas montré que l'Europe place les intérêts des entreprises plus haut dans son agenda que la santé humaine ou l'environnement ?

*The Seattle to Brussels Network (<http://www.s2bnetwork.org>) est un réseau pan-européen qui dénonce le « corporate-driven agenda » de l'Union européenne et de certains de ses Etats membres en vue de poursuivre la libéralisation du commerce et des investissements internationaux

**« Why should Europe care about lobby transparency ? » :

http://www.s2bnetwork.org/download/Corporate_power_over_EU_Trade_policy

L'Aitec, Attac France et Food and Water Watch Europe représentent le réseau S2B en France.

Pour plus d'infos :

Frédéric VIALE d'Attac France, frederic.viale.free.fr

Amélie CANONNE d'AITEC, amelie.aitec@reseau-ipam.org

Edouard MORENA de Food and Water Watch Europe, edouard.morena@gmail.com

Voir en ligne : [Why should Europe care about lobby transparency ?](#)